



S E R E N I S

FAMILY CAPITAL

Monthly Markets Chronicle

Avril 2026



1995 - 2025

Three decades of trust, expertise, and serenity.

La réalité des dépendances

« La puissance est la capacité de faire, faire faire, refuser de faire et empêcher de faire. »

Serge Sur

Avril 2026 n'a pas seulement été un mois de rebond vigoureux pour les marchés. Il a surtout été un mois de clarification. Clarification de la profondeur de la vulnérabilité énergétique européenne. Clarification du décalage persistant entre une dépendance extérieure simplement déplacée et une véritable souveraineté matérielle. Clarification, enfin, de l'écart entre un narratif financier porté par le retour de l'appétit pour le risque et un réel où la contrainte physique, géopolitique et industrielle reprend durablement le dessus.

C'est ainsi qu'avril doit être lu. Les grands retournements ne récompensent pas seulement les actifs risqués ; ils séparent aussi les lectures superficielles des analyses qui placent la puissance matérielle au centre. L'idée selon laquelle la souveraineté ne se négocie pas dans les salles de conférence mais se construit par le contrôle des terminaux, des usines de liquéfaction, des flottes de transport et d'une défense crédible prend ici tout son sens. Pour certains, le rebond des actions efface le choc de mars. Pour d'autres, il devient un instrument de lucidité : il oblige à revenir à l'essentiel, à distinguer la fluidité temporaire des marchés de la robustesse structurelle des systèmes, et à réexaminer les conditions réelles de résilience d'un portefeuille.

Depuis notre première chronique mensuelle, nous suivons précisément ces lignes de faille : retour de la puissance, centralité de l'énergie, érosion de la base industrielle, vulnérabilité des chaînes longues et nécessité d'une hiérarchie stratégique où l'énergie abondante, sûre et pilotable (dont le nucléaire comme socle) conditionne tout le reste. Ces thèmes ne sont pas apparus en avril. Ils constituent depuis l'origine la trame de notre lecture. Ce que ce mois a changé, ce n'est pas leur nature, mais leur degré d'urgence et de visibilité.

Dans cet environnement, la responsabilité d'un comité d'investissement n'est ni d'ignorer le rebond ni d'oublier la fragilité sous-jacente. Elle consiste à préserver la lucidité, à maintenir la discipline, et à rechercher cette forme exigeante de sérénité qui permet de reconnaître un changement de régime sans sacrifier la cohérence de long terme. Avril 2026 restera ainsi comme un moment de fort rebond des marchés, mais surtout comme une étape de validation stratégique des grandes transformations déjà à l'œuvre.



Marchés et positionnement du comité d'investissement

Le mois d'avril 2026 aura marqué un net retournement du sentiment de marché. Après un mois de mars dominé par le choc énergétique provoqué par l'escalade du conflit au Moyen-Orient et les perturbations du détroit d'Ormuz, les investisseurs ont réorienté leur attention vers la solidité de l'économie américaine et vers la capacité des entreprises à maintenir une dynamique bénéficiaire robuste en dépit d'un environnement géopolitique toujours instable. Ce repositionnement a favorisé un puissant rebond des actifs risqués, porté par des données macroéconomiques rassurantes et par l'appétit retrouvé des investisseurs pour les segments de croissance.

Aux États-Unis, Jerome Powell a donné sa dernière conférence de presse à la tête de la Réserve fédérale, après huit années à la présidence de l'institution. La Fed a maintenu ses taux inchangés dans la

fourchette de 3,50 % à 3,75 %, confirmant une posture attentiste dans un contexte où l'impact du conflit iranien sur l'économie reste difficile à évaluer. Sur le front de l'emploi, les créations de postes non agricoles de mars sont ressorties à 178'000, dépassant largement le consensus qui anticipait environ 60'000 créations, tandis que le taux de chômage est resté contenu à 4,3 %. Les ventes au détail ont également surpris à la hausse avec une progression de 1,7 % sur un mois, confirmant la bonne tenue de la consommation américaine face à la hausse des prix de l'énergie.

Du côté de l'inflation, le tableau s'est révélé plus nuancé. L'inflation globale a accéléré à 3,3 % en glissement annuel, son plus haut niveau depuis mai 2024, portée par l'envolée des coûts énergétiques, avec notamment une hausse de près de 19 % des prix de l'essence sur un an. En revanche, l'inflation sous-jacente (core CPI) est ressortie à 2,6 %, légèrement en deçà des 2,7 % attendus par le consensus, tandis que des données de prix à la production plus modérées qu'anticipé ont laissé entrevoir une certaine marge de manœuvre pour la Fed dans les prochains mois.

Indices Actions	Valeur	Mois	2026
S&P 500 (USA)	7'209	10.4%	5.3%
Nasdaq 100 (USA)	27'452	15.6%	8.7%
Euro Stoxx 50 (Europe)	5'882	5.6%	1.6%
SMI (Suisse)	13'136	2.8%	-1.0%
Nikkei 225 (Japon)	59'285	16.1%	17.8%
CSI 300 (Chine)	4'807	8.0%	3.8%
Devises	Valeur	Mois	2026
EUR/USD	1.173	1.5%	-0.1%
USD/CHF	0.781	-2.3%	-1.4%
EUR/CHF	0.917	-0.8%	-1.5%
GBP/USD	1.360	2.9%	1.0%
USD/JPY	156.590	-1.3%	-0.1%
Indices Obligataires		Mois	2026
Gouvernement USA		-0.1%	-0.1%
US Corporate IG		0.5%	-0.1%
US Corporate HY		1.7%	1.2%
Gouvernement UE		0.5%	-0.5%
UE Corporate IG		1.0%	-0.1%
UE Corporate HY		1.9%	0.4%
Autres classes d'Actifs	Valeur	Mois	2026
Or	4 618	-1.1%	6.9%
Pétrole	114	-3.7%	87.4%
Bitcoin	76'466	12.1%	-12.8%
Taux / Indicateurs	Valeur	Δ Mois	Δ 2026
Taux USA 10 ans	4.37%	0.05%	0.20%
Taux Allemagne 10 ans	3.04%	0.03%	0.18%
Chômage US	4.30%	-0.1%	-0.2%
Indice de volatilité (VIX)	16.9	-8.4	1.9



Dans ce contexte, les marchés actions ont enregistré un rebond vigoureux. Le S&P 500 a progressé de 10,4 % sur le mois, signant sa meilleure performance mensuelle depuis novembre 2020, tandis que le Nasdaq 100 a bondi de 15,6 %, porté par le retour en force des valeurs technologiques. Le Nikkei japonais a lui aussi fortement rebondi avec une hausse de 16,1 %, et les marchés émergents ont bénéficié du reflux partiel des tensions géopolitiques et du retour des flux vers les actifs risqués, le CSI 300 progressant de 8,0 %. En Europe, la dynamique a été plus mesurée, l'Euro Stoxx 50 gagnant 5,6 % sur la période.

Derrière cette reprise, il convient toutefois de souligner la concentration marquée du mouvement. Le rebond américain s'est principalement construit autour des grandes capitalisations technologiques, dans un contexte de volumes de transactions relativement faibles. À titre de comparaison, le Dow Jones, davantage exposé aux secteurs traditionnels, n'a progressé que de 7,1 % sur le mois. Cette divergence tend à indiquer que la hausse actuelle repose davantage sur quelques segments moteurs que sur une dynamique réellement généralisée de l'ensemble du marché américain.

Le secteur des semi-conducteurs a particulièrement concentré les flux acheteurs. Soutenu par des publications solides et par la poursuite des investissements massifs dans l'intelligence artificielle, le segment a connu l'une de ses meilleures performances mensuelles (+40%) depuis plusieurs années. Les annonces relatives aux investissements d'Amazon dans Anthropic, les nouvelles puces dévoilées par Google ainsi que les perspectives de croissance communiquées par TSMC ont contribué à relancer l'enthousiasme autour du thème de l'IA. Dans ce contexte de retour marqué de l'appétit pour le risque, le Bitcoin a lui aussi rebondi de 12,1 % sur le mois.

À l'inverse, les secteurs ayant le plus bénéficié des tensions au Moyen-Orient ces derniers mois ont fait l'objet de prises de bénéfices. Les valeurs énergétiques et de défense ont traversé un mois plus nuancé après leurs fortes progressions récentes. Le pétrole a certes reculé de 3,7 % sur le mois, mais termine avril au-dessus des 114 dollars le baril, un niveau qui reste historiquement élevé et en hausse de près de 87 % depuis le début de l'année. Si les investisseurs ont progressivement intégré l'hypothèse d'un apaisement partiel du conflit avec l'Iran, la persistance de prix énergétiques à ces niveaux traduit le maintien d'une prime de risque structurelle, reflet des perturbations durables sur les flux d'approvisionnement mondiaux.

Malgré le fort rebond des marchés actions, les taux souverains sont restés sous pression, le taux américain à dix ans terminant le mois à 4,37 %. Cette configuration demeure relativement atypique : les actions ont fortement progressé en l'absence de véritable détente des rendements, dans un environnement où les pressions sur les prix et les incertitudes macroéconomiques demeurent présentes. La volatilité a en revanche nettement reflué, le VIX perdant 8,4 points, traduisant un retour rapide de l'appétit pour le risque après les tensions de mars.

Face à cette évolution, le comité d'investissement a décidé de relever à neutre son exposition aux marchés émergents, entraînant mécaniquement une réduction de la surpondération en cash. Ce repositionnement reflète notamment l'amélioration relative de certains pays



producteurs de matières premières, à l'image du Brésil, mieux positionnés pour tirer parti d'un environnement de tensions persistantes sur les ressources stratégiques. Le comité conserve en revanche une posture prudente sur les marchés européens ainsi que sur les obligations à haut rendement. Plusieurs membres continuent d'estimer que les marchés n'intègrent pas encore pleinement les conséquences d'un choc énergétique prolongé, en particulier pour les économies fortement dépendantes des importations d'énergie.

Enfin, les principales convictions associées à la poche satellite demeurent globalement inchangées, le comité continuant de privilégier les thèses liées aux ressources stratégiques, à la sécurité, à la défense ou encore à la protection d'une résurgence inflationniste dans une logique de long terme. Des réflexions ont par ailleurs été approfondies autour de la thématique spatiale, soutenue par l'augmentation des dépenses publiques et militaires ainsi que par le développement rapide des capacités satellitaires. Cette thématique s'impose progressivement comme un prolongement naturel des convictions déjà présentes en portefeuille en matière de souveraineté technologique et de sécurité stratégique.

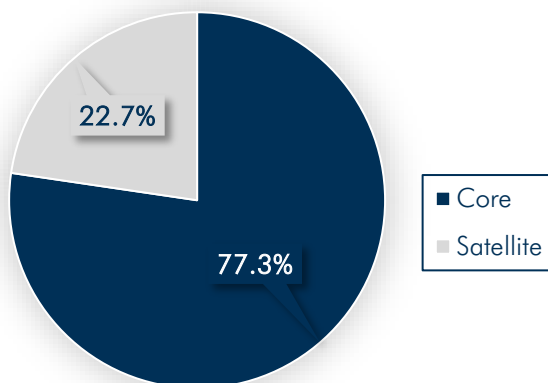


Notre positionnement actuel

Core		77.3%
Cash		8.8%
US Market Equities		24.7%
European Market Equities		10.9%
Emerging Markets Equities		3.0%
Investment Grade Bonds		14.1%
Sovereign Debt Bonds		10.3%
High Yield Bonds		5.5%

Satellite		22.7%
Inflation Shield		6.4%
<i>Inflation Shield vise à préserver la valeur à long terme en positionnant le portefeuille face aux pressions inflationnistes et à la dépréciation monétaire, à travers des actifs résilients adaptés aux différents régimes économiques.</i>		
Re-Care-Nation		2.2%
<i>Re-Care-Nation combine une exposition aux soins de santé et à la biotechnologie afin de capter la demande structurelle de long terme portée par la démographie, l'innovation et la hausse des besoins mondiaux en matière de santé.</i>		
Strategic Resources		4.9%
<i>Strategic Resources se concentre sur les ressources énergétiques et les matériaux critiques, en ciblant des actifs essentiels à la sécurité énergétique, à la résilience des approvisionnements et à l'autonomie stratégique de long terme.</i>		
Strategic Security		4.0%
<i>Strategic Security se concentre sur la défense, les infrastructures de sécurité et les technologies avancées, bénéficiant de la hausse des investissements dans la protection et la résilience stratégique.</i>		
Strategic Partners		2.7%
<i>Strategic Partners offre une exposition actions diversifiée aux principaux marchés alignés sur les États-Unis.</i>		
USD Debasement		2.5%
<i>USD Debasement combine diversification monétaire et rendements obligataires généreux hors du pôle dollar, tout en limitant l'exposition à la dépréciation de long terme du dollar américain.</i>		

Core - Satellite Repartition



Thinking Forward : La souveraineté énergivore de l'UE

« La politique la plus coûteuse, la plus ruineuse, c'est d'être petit. »

Charles de Gaulle, allocution au Champ-d'Arbaud, Basse-Terre, 20 mars 1964.

En 1911, Winston Churchill, alors Premier Lord de l'Amirauté, engage la Royal Navy dans une mutation qui allait redéfinir non seulement la marine de guerre, mais la nature même de la puissance britannique pour le siècle à venir : le passage du charbon au pétrole. Ce n'était pas un simple ajustement technique ou une recherche d'optimisation mécanique, mais un changement stratégique radical et ambitieux. Le charbon était une ressource domestique, abondante dans le sous-sol gallois, et s'inscrivait dans une chaîne d'approvisionnement que le Royaume-Uni maîtrisait de l'extraction à la combustion. En choisissant le pétrole, Churchill acceptait de déplacer le centre de gravité de la sécurité nationale vers une ressource située hors des frontières souveraines. La flotte gagnait certes en vitesse, en rayon d'action et en souplesse opérationnelle, mais elle devenait structurellement dépendante d'un système d'approvisionnement plus lointain et complexe, exposé aux aléas diplomatiques et aux ruptures logistiques. Ce changement était assumé et porté par une puissance capable de l'organiser dans sa globalité. Londres disposait à l'époque d'une marine capable de sécuriser les routes maritimes, d'une base industrielle profonde pour transformer la ressource, d'un système financier capable de porter l'effort d'investissement et de réseaux impériaux servant de relais. La dépendance extérieure n'était alors qu'un rouage d'une machine souveraine capable d'imposer ses conditions au reste du monde. C'est cette distinction fondamentale qui donne au parallèle avec l'Europe contemporaine toute sa portée : une dépendance extérieure se transforme en faiblesse si elle n'est pas portée par une puissance complète capable de la sécuriser par la force et l'industrie.

L'Union européenne a depuis 2022 réduit sa dépendance aux grands flux russes par gazoducs. Cette rupture était urgente et impérative car elle diminuait une vulnérabilité politique devenue insupportable. Pourtant, ce mouvement n'a pas engendré d'autonomie énergétique réelle. Il a simplement déplacé la vulnérabilité. L'Europe a remplacé une relation terrestre et rigide contrôlée par un État hostile par une exposition maritime et mondiale au marché du gaz naturel liquéfié (GNL). Ce déplacement a permis d'éviter un effondrement immédiat et de reconstruire des stocks dans l'urgence, mais il a transformé une dépendance visible en une exposition systémique. Le GNL a été une réponse tactique d'urgence efficace pour acheter du temps, mais il ne constitue pas, en soi, une solution stratégique. Il place l'Europe à la merci de la fluidité des mers et d'une géopolitique redevenue plus brutale sans qu'elle ne possède les leviers militaires ou industriels pour y répondre. L'Europe a troqué un chantage contre une incertitude, sans jamais reconstruire le socle matériel qui lui permettrait de dicter ses propres termes.

Les événements de 2026 révèlent ainsi une fragilité plus profonde que la simple question des fournisseurs. Pendant plusieurs décennies, l'Europe s'est nourrie d'un modèle où le contrat semblait pouvoir remplacer la maîtrise. L'énergie pouvait être achetée au plus bas prix, l'industrie externalisée là où les coûts étaient moindres, la sécurité largement déléguée à l'allié transatlantique, et le risque géopolitique traité comme une variable secondaire. Ce modèle a produit une richesse réelle, de la désinflation et un confort social certain, mais il

reposait sur une hypothèse implicite désormais caduque : la permanence d'un ordre mondial stable capable de protéger l'exécution des contrats. Les flux étaient fluides parce que les routes restaient ouvertes, les fournisseurs étaient prévisibles et la coercition était contenue. Lorsque ce cadre se durcit, le contrat change de nature. Il n'est plus une garantie de livraison, mais une promesse dépendante du contexte matériel et militaire qui l'entoure. Le droit organise l'échange, mais il ne produit pas la sécurité de l'échange. Dans un monde redevenu imprévisible, les États protègent leurs priorités physiques avant leurs engagements juridiques. L'illusion centrale de la fluidité — croire que le papier signé peut survivre indépendamment de la force — s'effondre sous le poids des réalités matérielles. Pour l'Europe, cela signifie que la sécurité ne se négocie plus dans des salles de conférence à Bruxelles, mais se garantit par le contrôle des terminaux, des usines de liquéfaction et des flottes de défense.

Le gaz naturel est le miroir le plus net de cette transformation. Il peut être abondant aux États-Unis, rare en Europe et plus cher encore en Asie, non par incohérence du marché, mais parce que la géographie physique et l'infrastructure imposent leur loi. Une molécule disponible outre-Atlantique ne devient une sécurité européenne que si elle est liquéfiée, transportée et distribuée à un coût supportable. À chaque étape, l'économie rencontre la politique et l'infrastructure. L'abondance américaine est un avantage pour le bloc occidental, mais elle ne constitue pas une autonomie européenne. Dépendre d'un allié n'est pas disposer de sa propre capacité d'action. D'autant plus si la relation transatlantique devient plus transactionnelle, plus tarifaire et plus conditionnelle. Les États-Unis n'ont aucune vocation à subventionner indéfiniment le confort européen au détriment de leur propre avantage industriel. Croire que l'abondance américaine suffit mécaniquement à résoudre la vulnérabilité européenne est une erreur de lecture. La sécurité énergétique ne se déduit pas de l'existence d'un fournisseur ami, mais de la capacité à transformer cette relation en une continuité de flux sous contrainte. Or, cette continuité exige des actifs physiques, des flottes de transport, des capacités de défense des ports et une profondeur industrielle que l'Europe a laissé s'éroder au profit d'une consommation de court terme et de normes abstraites.

Le problème est devenu d'une complexité redoutable, pour sécuriser son énergie, l'Europe doit reconstruire de la puissance matérielle. Mais pour reconstruire cette puissance, elle a besoin d'une énergie abondante et compétitive. Sans énergie pilotable et bon marché, l'industrie se contracte. Sans industrie profonde, la défense devient une dépendance technologique. Sans défense souveraine, les flux énergétiques critiques restent exposés. Ce cercle est d'autant plus difficile à rompre qu'il oblige à réinvestir massivement dans ce que le modèle précédent avait jugé superflu et dépassé. La désindustrialisation n'est pas toujours une chute brutale ; elle agit par une érosion silencieuse. C'est l'investissement reporté, la ligne de production non modernisée, la capacité construite ailleurs ou la compétence qui s'évapore. Ce processus qui s'est étalé sur des décennies ne peut être corrigé ni même renversé soudainement et sans coût. Une Europe sans base industrielle perd la possibilité matérielle de construire sa sécurité et de stabiliser son futur.

Dans ce contexte, la hiérarchie européenne doit repartir du réel : sans énergie abondante, sûre et compétitive, aucune puissance ne se reconstruit. Sans cette base, la



réindustrialisation reste fragile, la défense demeure dépendante, et le modèle social se finance sur un socle de plus en plus étroit. Les objectifs climatiques ne disparaissent pas, mais ils doivent être subordonnés à une exigence plus fondamentale : renforcer la puissance matérielle du continent. Lorsqu'ils sécurisent l'électricité, soutiennent l'industrie et réduisent les dépendances critiques, ils servent la souveraineté. Lorsqu'ils renchérissent durablement l'énergie, fragilisent la base productive ou transfèrent la dépendance vers des équipements étrangers, ils cessent d'être un outil stratégique et deviennent une forme de désarmement industriel. Dans cette hiérarchie, le nucléaire doit être traité comme un socle central. Il n'est pas l'unique réponse à tous les besoins énergétiques, mais il demeure l'un des rares moyens capables d'offrir, à grande échelle, la densité, la continuité et la pilotabilité nécessaires à une industrie souveraine et à une défense de haute intensité. Les réponses de court terme varieront selon les pays, mais elles devront répondre à la même logique : reconstruire de la capacité réelle. La souveraineté ne se bâtit pas sur des récits immatériels ; elle repose sur des centrales, des réseaux, des infrastructures critiques, des capacités industrielles et des marges de sécurité.

Cette reconstruction forcera l'Europe à arbitrer. Elle ne pourra pas simultanément garantir une énergie bon marché pour tous les usages, réarmer, soutenir le pouvoir d'achat, relocaliser les chaînes critiques, réduire l'endettement et préserver intact l'ensemble de son modèle social. Ce n'est plus seulement une question budgétaire ; c'est une question de survie stratégique. Après plusieurs décennies d'optimisation par le coût, de sous-investissement et de dépendance extérieure assumée, la correction ne pourra pas être neutre. Certains usages de l'énergie devront être protégés parce qu'ils conditionnent la continuité du système. Certaines industries devront être considérées comme des capacités vitales plutôt que comme de simples secteurs économiques. Certaines dépendances devront être réduites même au prix d'un surcoût immédiat. Le contrat social européen ne peut pas être isolé de cette réalité : il repose lui-même sur une base productive, énergétique et sécuritaire qui s'est affaiblie. Le préserver sans reconstruire ce qui le finance reviendrait à prolonger une promesse par la dette, les subventions et l'inertie politique, jusqu'au moment où la réalité imposerait l'ajustement que la politique aura refusé d'assumer. La question stratégique ne sera donc plus de savoir combien d'énergie consommer, mais quelle capacité cette énergie permet de créer. La question budgétaire ne sera plus de savoir combien dépenser, mais si cette dépense renforce la tenue du système. Dans un monde plus dur, la protection sociale ne survit pas par proclamation. Elle survit tant que le continent conserve la richesse réelle qui la finance, l'énergie qui l'alimente et la force qui la protège. Sans cette profondeur matérielle, elle devient une créance sur un système qui s'érode. La puissance n'est donc pas un luxe extérieur au contrat social ; elle en est la condition vitale.

Pour l'investisseur, cette hiérarchie des priorités vaut désormais aussi pour l'allocation du capital. Dans un monde où la contrainte physique redevient centrale, la valeur ne se logera plus seulement dans la croissance apparente ou dans l'optimisation financière, mais dans les actifs capables de produire de la continuité. Les marchés ont longtemps valorisé la fluidité, la scalabilité et l'expansion du capital léger. Le cycle qui s'ouvre devrait progressivement revaloriser les entreprises capables de sécuriser une infrastructure essentielle, d'augmenter l'énergie pilotable, d'automatiser une production stratégique, de renforcer une chaîne de défense ou de substituer une capacité étrangère difficile à garantir.



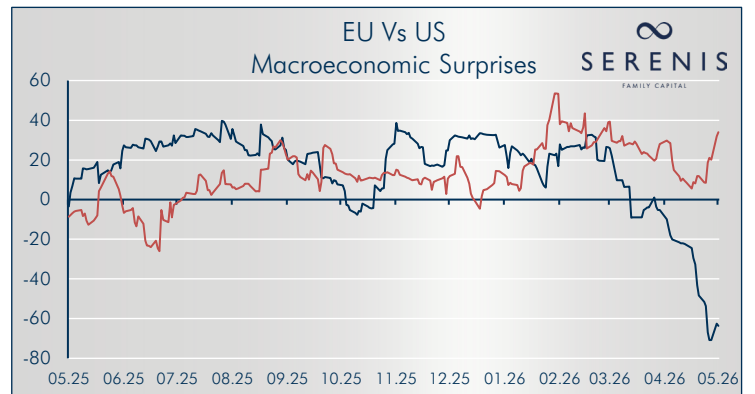
Ces entreprises deviendront les bénéficiaires naturels d'une demande plus politique, plus structurelle et moins discrétionnaire. La prime ira aux actifs difficiles à remplacer, aux opérateurs capables d'exécuter des projets complexes, aux technologies déjà industrialisables et aux positions qui contrôlent un véritable point de passage. Cela ne signifie pas que tout récit souverain deviendra un bon investissement. La rareté seule ne suffit pas. Il faudra distinguer les capacités réelles des promesses : profondeur industrielle, accès aux ressources critiques, carnet de commandes, discipline d'exécution, bilan capable de porter des cycles longs et demande finale suffisamment robuste pour traverser les contraintes budgétaires. Dans le cycle économique et géopolitique qui s'ouvre, l'allocation de capital ne devra donc plus seulement chercher la croissance la plus rapide, mais identifier les actifs qui rendent possible la continuité.

2026 montre que la sécurité ne relève plus d'une promesse contractuelle, mais d'une construction matérielle. Elle exige de passer d'une logique d'achat à une logique de contrôle, d'une protection déléguée à une capacité propre, d'une optimisation de court terme à une profondeur de système. L'Europe a acheté du temps avec le GNL, les contrats, les alliés et les subventions. Ce temps n'aura de valeur que s'il est converti en sécurité stratégique : produire ce qui ne peut pas manquer, protéger ce qui ne peut pas tomber, remplacer ce qui peut être interrompu, durer lorsque les marchés cessent d'être fluides. Cette conversion sera lente, coûteuse et conflictuelle, mais elle est désormais incontournable. L'Europe devra choisir non parce qu'elle le souhaite, mais parce qu'elle a trop longtemps oublié que la sécurité ne connaît que le réel, l'énergie et la force ; tout le reste n'est que littérature.

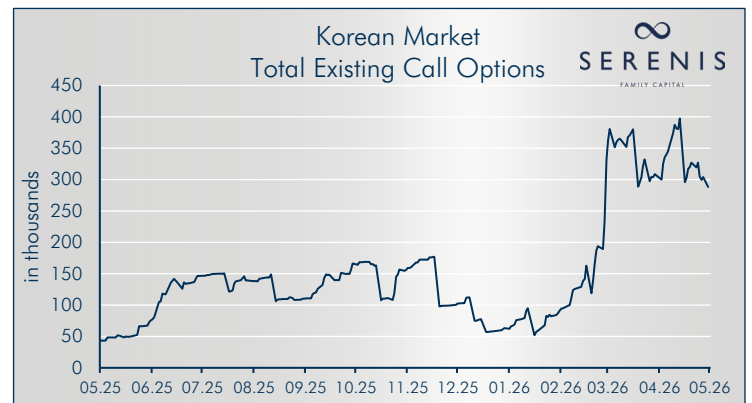


Trois graphiques

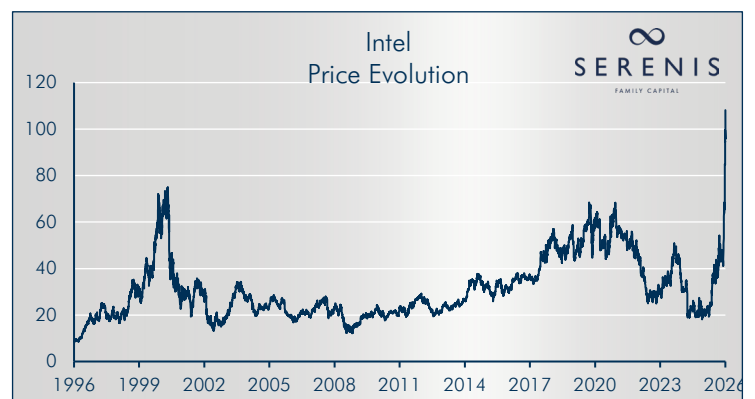
L'impact de la guerre en Iran ne se diffuse pas uniformément entre les économies. Alors que les indicateurs macro-économiques américains ne révèlent aucun signe de faiblesse, bien au contraire, la conjoncture en Europe paraît nettement plus préoccupante. En effet, les dernières publications économiques furent largement inférieures aux prévisions (surprises négatives), exposant ainsi clairement les fragilités du vieux continent face à un choc exogène majeur.



En 2026, le marché coréen grimpe de 75 %, porté par Samsung et SK Hynix, qui représentent près de 47 % de l'indice. Cette envolée des cours reflète en partie l'anticipation de bénéfices attendus en forte hausse, potentiellement multipliés par six. Toutefois, le mouvement semble aussi nourri par l'usage du levier, comme l'indique l'essor des options call, accentuant la dynamique des prix et les risques inhérents à cet investissement.



Après vingt ans de sous-performance boursière, Intel atteint un nouveau plus haut historique au-dessus de 100 \$, contre environ 20 \$ lors de l'entrée de l'État américain au capital en août 2025. La participation publique de près de 10% affiche désormais plus de USD 40 milliards de gains latents. Au-delà du rebond du groupe, cette envolée reflète surtout l'adhésion du marché à une nouvelle doctrine américaine, où le néomercantilisme 2.0 devient un catalyseur de valorisation des acteurs stratégiques.





“Markets can only be understood backwards, but they must be invested thinking forward”

Serenis Family Capital

Esplanade de Pont-Rouge 1

1212 Grand-Lancy

+41 22 704 08 40

info@serenis.ch

www.serenis.ch